

# Déclin et mutation de l' institution scolaire

## Conférence de François Dubet

pour l'association Démosthène dans une série sur la crise des institutions

1<sup>er</sup> avril 2010.

(notes JPL-DL)

Crise d'un système symbolique

En 1999, FD a été chargé de réformer le collège. Le collège unique était vivement attaqué. FD se félicite d'avoir contribué à le sauvegarder. En France, à la différence de l'Allemagne, il n'y a pas d'examen d'entrée en 6<sup>e</sup>.

Dans cette mission, il attendait des interlocuteurs attentifs aux horaires, aux services. En fait, il n'a eu affaire qu'à ce qu'il appelle des théologiens.

Pour lui, la crise majeure, c'est celle du système symbolique.

C'est Charlemagne qui a eu l'idée folle un jour d'inventer l'école, chante France Gall.. C'est faux ! Ce n'est pas Charlemagne c'est une invention de l'Eglise catholique.

L'Eglise arrache les enfants à leur ordre naturel (famille ou précepteur) ; elle les place hors du monde, dans un sanctuaire, à l'abri des intérêts, des désordres, des passions, de l'argent. C'est encore sensible pour ceux qui visitent les monastères dans le Sud-Ouest. L'Eglise a créé un corps de professionnels, prêtres et moines qui sont définis par leur vocation ; leur « autorité » vient de leur capacité à incarner le message de l'église : lors de la messe, pour les croyants, Dieu parle à travers la personne du prêtre. Une conception des principes universels et sacrés sont transmis : Dieu a créé le monde, Jésus est son fils, la Trinité...

La transformation de la subjectivité de l'individu passe par la soumission à une discipline, sous l'autorité du professionnel. Le pari de Pascal est connu ; une fois le pari fait, il se demande comment je fais ? priez et abêtissez-vous répond-il, la foi viendra par surcroît.

Dans cette croyance, seules comptent les âmes ; le corps est présent, faute de pouvoir faire autrement.

Les fondateurs de la III<sup>e</sup> République ont repris ce programme, en lui donnant une tonalité rationnelle. Pour eux la République sera enseignante ou ne sera pas (cf Claude Nicollet). Pour « fabriquer » des républicains, on met la société à la place de l'Eglise (cf Durkheim) ; on change les éléments du programme (la Raison, le progrès, la science), mais il reste sacré.

On conçoit le maître d'école sur le modèle des religieux : ils ont la vocation, ils sont recrutés sur concours, formés dans des « écoles normales » où garçons et filles sont étroitement séparés. On leur demande d'aimer et de faire aimer la République (plus la Maïf et la Camif)

F Dubet avait une grand mère institutrice. Il se souvient élève d'avoir entendu un maître lui dire : « si tu ne respectes pas ma personne, respecte au moins ce que je représente ». Une telle phrase n'aurait aucun impact aujourd'hui.

L'enfant aime le maître mais ne pouvant pas aimer le maître il aime ce que le maître aime de même que le chrétien aime le prêtre mais ne pouvant l'aimer aime Dieu (Le bon élève est amoureux de la femme du prof, de ce que le prof aime...)

L'école est pensée comme un sanctuaire ; les parents en sont exclus. L'entreprise apparaît comme le diable.

Le plan Langevin Vallon suggère une attention à la région dans laquelle vivent les élèves. Cela choque beaucoup, surtout dans un système où l'abstraction désintéressée est placée au cœur de la réussite.

L'école reproduit également le clivage âme-corps dans le couple élève-enfant. Les ados sont priés de laisser au vestiaire leurs intérêts personnels et leur vie sociale.

Dans la querelle entre « républicains » et « pédagogues », les premiers ne connaissent que l'élève, alors que les seconds veulent faire aussi un peu de place à l'enfant.

L'école reprend le discours sur les exercices sans cesse répétés qui mèneront à la foi et à la réussite.

L'esprit critique prend la place occupée par la foi : la classe de philo est pensée comme son achèvement.

Ce modèle a fonctionné, au prix d'une certaine brutalité : jusque vers 1965, on pouvait exclure les non-croyants ;

le boulot attendait ceux qui n'avaient pas beaucoup de qualification, et les femmes pouvaient chercher un mari. Il y avait aussi des brimades, de l'humiliation, voire des coups.

Depuis cette date, les transformations de l'école et de la société ont décomposé ce modèle. Le sentiment de crise est profond.

Les fondements sacrés déclinent. La référence à la raison, à la nation mise en avant par la première modernité est contestée.

On entre dans une crise endémique de l'autorité (crise qui ne concerne pas que l'école). L'obéissance n'est plus automatique et spontanée, elle n'est plus acquise au départ. Les enseignants doivent la conquérir, soit en « ayant un tempérament autoritaire et sympathique », soit en démontrant aux élèves l'utilité de ce qu'ils ont à apprendre.

Il y a aussi crise de la légitimité du pilotage hiérarchique. La chaîne instituteurs - inspecteur - inspecteur d'académie - ministre ne marche plus aussi bien. Rendre des comptes à la hiérarchie, c'était en fait rendre des comptes à sa conscience, à sa manière d'intérioriser les injonctions. Mais on ne va plus à la messe et on ne croit plus : l'inspection est souvent vue comme une messe à laquelle on va sans y croire vraiment. Aujourd'hui, il faut aussi rendre des comptes aux autres profs, aux élèves, aux familles.

La vocation des profs perçue comme capacité à incarner le changement est contestée. Le protestant a succédé au catholique. Aimez-vous suffisamment la République et la nation ? demandait-on jadis. Pouvez-vous vous réaliser dans ce métier demande-t-on aujourd'hui (en fait est-on capable de supporter 30 gamins 6 heures par jour) ?

Accepter les mutations en cours n'est pas simple. C'est encore plus difficile de rompre avec l'imaginaire mis en place par les fondateurs de la III<sup>e</sup> République. Chaque samedi, Finkielhaur accomplit un rite pour le maintenir en vie, et Brighelli voudrait y retourner, y compris avec les coups...

La source majeure des problèmes, c'est la massification scolaire. L'école a réussi au-delà de toutes ses espérances, et le modèle scolaire est devenu incontournable. Mais dans le même temps, certains la voient « envahie par les barbares ».

L'école doit compter avec l'adolescence. Pour un collégien, le collège c'est formidable : c'est là où on retrouve ses copains et ses copines ; l'ennui, c'est qu'il faut aussi faire des maths et du français.

Avant 1965, l'école devait aussi faire face à des problèmes sociaux, mais elle avait la capacité d'exclure : le cancre dormait au fond de la classe, les non-croyants étaient envoyés vers la vie active.

Dans les années 30, l'immigration était très importante, tout comme la xénophobie et la bêtise collective. Or la littérature scolaire en parle très peu : les enfants d'immigrés étaient rapidement dirigés vers la vie active.

Aujourd'hui, l'école est submergée par les problèmes sociaux dans un monde qui exclut et qui marginalise de plus en plus. Dans un bref intermède, la rentabilité des diplômes a augmenté. Avec le système concurrentiel actuel, les diplômes se dévalorisent : quand on l'a en poche, il ne rapporte rien ; quand on ne l'a pas, il coûte (ne pas avoir de diplôme est un stigmaté).

Peu à peu, dans ce monde concurrentiel, un marché scolaire s'est installé. Les étudiants ne choisissent plus leur parcours en fonction d'un centre d'intérêt, mais par calcul stratégique dans une hiérarchie fine. FD affirme qu'aucun de ses collègues d'université n'a mis ses enfants à l'université. Tous vont dans les grandes écoles.

Pour les parents, ce qui compte, c'est l'intérêt bien compris. Ils disent à leur progéniture : tu vis comme tu veux, tu t'accomplis comme tu l'entends, mais tu assures un bac S avec mention.

Les églises se sont vidées depuis une génération. FD estime que l'école va bien subir le même sort : la chute du recrutement dans les premiers cycles universitaires serait déjà un signe.

Le libéralisme économique (le néo-libéralisme ?) n'arrange pas les choses. Il ne s'agit pas de chercher un complot. La crise est profonde. Elle est endogène, elle est liée à l'histoire de la modernité : l'esprit critique a été très développé, il a contribué à saper les bases du système scolaire.

Comment échapper à la théologie ?

L'imaginaire de l'école républicaine est très puissant. Quelques semaines de salle des profs suffisent à convaincre de jeunes enseignants que le niveau baisse et que la décadence guette (les salles de garde dans les hôpitaux jouent le même rôle).

Travailler dans le nouveau système est difficile et épuisant. L'enseignant doit motiver, convaincre pour construire son autorité. Il doit se motiver suffisamment pour réussir à motiver les élèves. Dans ce monde, c'est aux individus de faire le boulot que ne fait plus l'institution (ou la société organisée en institutions ?) Begaudeau, quand il était prof, c'était un prof qui essayait de construire les conditions qui lui permettaient de faire classe. Il fallait beaucoup d'efforts pour un résultat bien modeste.

Vivre dans le ressassement, espérer un retour illusoire au passé, c'est à fuir : derrière les discours violemment anti-libéraux, on maintient les conditions qui font le succès du marché et des idéologues néo-libéraux

Sur quoi peut-on rebâtir l'école ? Sur des principes politiques installés à la place du sacré (religieux ou républicain). Seule la justice sociale peut légitimer à nouveau l'école.

Il y a une montée en puissance d'un thème nouveau, celui de l'égalité des chances. Le principe est indiscutable, c'est la possibilité pour chacun de nous d'accéder à toutes les positions sociales.

Mais cette logique mérite d'être critiquée : une société où on retrouverait à Polytechnique 30 % de fils d'ouvriers, 50 % de femmes, 15 % d'enfants d'immigrés, ce n'est pas l'idéal souhaité par FD.

L'EC repose sur l'idée d'une compétition, elle creuse les écarts entre les vainqueurs et les vaincus. Que fait-on des vaincus répète dans plusieurs articles FD.

La compétition repose sur un principe individuel, elle fait le silence sur la dimension sociale et collective. (retirer des élèves méritants des zones sensibles, c'est défendable individuellement, c'est catastrophique pour la réussite scolaire globale)

La compétition de l'égalité des chances a aussi un effet pervers : celui qui a échoué ne peut s'en prendre qu'à lui-même... C'est une conception « Roland Garros » de la société on donne des chaussures et des raquettes de même qualité à tous mais peut être que la société n'est pas que ce jeu là et qu'elle doit inventer d'autres jeux

F Dubet ne croit pas que l'on puisse vraiment organiser l'égalité des chances mais il pense que même si c'était organisé honnêtement ce sont les classes supérieures qui en profiteraient.

Dans le système actuel, les inégalités scolaires se renforcent, ces inégalités sont déterminées par les inégalités sociales. Les classes supérieures sont pour l'égalité des chances : elles sont sûres de gagner la compétition.

Peut-on imaginer un de ces parents demandant à ses enfants « nous avons été privilégiés jusque là, ce n'est plus notre tour, il faut laisser d'autres passer avant » ...

FD préfère une approche par l'égalité des places (réduire les inégalités sociales).

Les pays où cela marche le mieux sont les pays où l'on n'attribue pas une importance excessive à l'école et aux diplômes. « Lorsque l'école ne sert à rien elle peut être adorable » dit-il en ne plaisantant qu'à moitié.

Au Danemark on essaye de fabriquer des citoyens qui se respectent, qui sont habitués à vivre ensemble, qui ont confiance en eux et dans les autres, des citoyens honnêtes vertueux sympathiques. A 25 ans, ils font aussi bien que ceux qui sont passés par un système sélectif basé sur l'égalité des chances. Il cite également le cas de l'Australie. Ces deux pays n'ont pas d'élite vaniteuse.

L'école républicaine a imité l'église ; elle a promis le salut . On attend tout de l'école. Cela l'écrase.

Elle ne peut pas tout faire.

Elle n'a pas le monopole de la culture.

La lutte contre le racisme doit être engagée sur d'autres terrains.

On parle beaucoup des violences et des incivilités. Ce qui préoccupe FD, c'est l'absentéisme .Je pense que dans un futur proche il y aura la moitié des enfants de 15 ans qui n'iront pas à l'école (si elle ne change pas).

« La France devrait faire un gros effort pour devenir enfin un pays laïque » Bruno Latour.

Faut-il lutter pour l'égalité des chances ou l'égalité des places ? Eric Maurin, François Dubet  
France-Culture en partenariat avec le Nouvel Observateur, 25 février 2010  
[http://sites.radiofrance.fr/play\\_aod.php?BR=10582&BD=25022010](http://sites.radiofrance.fr/play_aod.php?BR=10582&BD=25022010)

Lire également

Les pièges de l'égalité des chances, par François Dubet, Le Monde 30.11.09

« La justice faite aux individus au nom de l'égalité des chances se transforme parfois en injustice collective. Nous le savons déjà avec les effets de la dérégulation de la carte scolaire, qui creuse les écarts entre les établissements. Cette justice-là dégrade mécaniquement la position et la qualité des établissements voués à n'accueillir que les moins méritants qui sont aussi les moins favorisés socialement. A terme, si l'égalité des chances augmente, l'inégalité des conditions d'éducation augmente elle aussi. Quand on raisonne à l'échelle des quartiers difficiles, c'est bien pire. Imaginons que, demain, 10 % des jeunes de ces quartiers accèdent aux meilleures formations, ce qui serait parfaitement juste, ils quitteront ces quartiers qui, privés de leurs qualités et de leur dynamisme, s'enfonceront dans une situation bien plus dégradée encore. Les ghettos seront de plus en plus des ghettos, les vaincus seront d'autant plus amers et révoltés qu'ils seront blâmés de ne pas avoir saisi leur chance ».

« .. Plus les diplômes déterminent les parcours professionnels, plus ils ont une forte emprise, plus les élèves et leurs familles accentuent la compétition scolaire afin de creuser les petites différences scolaires qui feront les grandes différences sociales. Et plus l'école est perçue comme une compétition utilitariste continue, moins elle est égalitaire. En théorie, l'égalité des chances supposerait que les classes favorisées aient la courtoisie de demander à leurs enfants de laisser un peu de place aux nouveaux concurrents du mérite. Dans les faits, elles développent toutes les stratégies de distinction et toutes les manières de garder leurs avantages scolaires devenus indispensables à leur reproduction sociale.

Au bout du compte, on constate que plus les diplômes fixent les positions sociales et les revenus au nom de la méritocratie, plus la reproduction des inégalités sociales est forte : en France, où l'emprise des diplômes est élevée, 40 % du revenu des enfants est déterminé par celui des parents, alors que ce taux est de moins de 20 % en Suède, où le poids des diplômes est moins décisif ».

[http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/11/30/les-pieges-de-l-egalite-des-chances-par-francois-dubet\\_1274042\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/11/30/les-pieges-de-l-egalite-des-chances-par-francois-dubet_1274042_3232.html)

Toujours dans Le Monde :

- La crise sociale française 3 - Déclassement : quand l'ascenseur social descend

LE MONDE | 24 janvier 2006 | François Dubet et Marie Duru-Bellat | 1679 mots

Les Français redoutent une dégradation des conditions de vie de leurs enfants et la fin du modèle de promotion et de mobilité sociales. Troisième volet de l'étude « Le Monde » et La République des idées sur « la crise sociale française ».

2 - Carte scolaire : la fin d'un tabou

LE MONDE | 9 septembre 2006 | François Dubet, Marie Duru-Bellat | 742 mots

Remettre en cause la sectorisation ? Seulement si on propose des solutions aux établissements désertés. Pourquoi remettre en question la carte scolaire ? Pour une grande partie du territoire, cela ne se pose guère.

3 - En finir avec l'élitisme scolaire

LE MONDE | 23 janvier 2007 | François Dubet | 1101 mots

L'absentéisme et le faible intérêt des élèves doivent nous alerter sur l'inadaptation d'un modèle idéalisé, celui de l'« école républicaine ». Gare aux illusions passistes. Les candidats à l'élection présidentielle parlent enfin de l'école et de l'éducation. Il faut s'en réjouir.

4 - Un quart d'heure avant la révolte ?

LE MONDE | 3 mai 2008 | François Dubet | 875 mots

Nous sommes loin de l'avant-Mai 68. Pourtant, l'impatience de la jeunesse face au marché sans frein est palpable. Au train où vont les choses, les commémorations de Mai 68 pourraient bien prendre l'allure d'un remake. Les corporations protégées se sentent menacées ; et pas seulement les cheminots.

5 - Les pièges de l'égalité des chances

LE MONDE | 1 décembre 2009 | François Dubet | 1905 mots

Rien de plus juste, en apparence, que le principe de la méritocratie à l'école. En fait, ce système ne fait que perpétuer la rigidité et l'inégalité de la société. Dans les sociétés démocratiques, la reconnaissance des talents et des mérites individuels ne devrait pas dépendre de l'héritage sociale...

6 - Sortir de la crise universitaire

LE MONDE | 19 janvier 2010 | Olivier Beaud, Guy Carcassonne, François Dubet, Marcel Gauchet | 1935 mots

L'obligation faite aux grandes écoles d'accueillir 30 % de boursiers masque l'inégalité de l'enseignement supérieur français. Le gouvernement a tort de se focaliser sur les filières d'excellence au lieu de réformer l'université.